

CONGÉS PAYÉS ET INDEMNITÉS CHÔMAGE-INTEMPÉRIES DES TRAVAILLEURS DU BTPH

Vers la mise à jour à distance des déclarations des employeurs

La Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries du BTPH (CACOBATPH) va lancer la mise à jour à distance des déclarations des employeurs. Ces derniers pourront dès le 20 juin 2015 transmettre les déclarations des salaires de leurs travailleurs pour accélérer le versement des indemnités de congés payés.

Cherif Bennaceur – Alger (Le Soir) - «Dès que les conditions techniques et réglementaires seront réunies, l'Autorité de certification mise en place, nous lancerons la mise à jour à distance des déclarations », indiquait hier le directeur général de la Caisse nationale des congés payés et chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH), sous tutelle du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Intervenant au forum d'El Moudjahid, Abdelmadjid Chekakri a indiqué que la CACOBATPH, engagée dans un plan de développement stratégique, œuvre à impulser le télépaiement, la mise à jour à distance soit la dématérialisation des procédures au profit de ses affiliés (employeurs et travailleurs) et ainsi «contribuer à résorber la fracture numérique».

Notons dans ce cadre que cette caisse compte développer un réseau

de fibres optiques pour relier ses infrastructures (40 agences régionales et de wilayas et 8 autres en voie d'impulsion) connectées actuellement par vidéo-satellite (VSAT). Ceci outre la possibilité pour les employeurs de pouvoir transmettre leurs déclarations à partir de terminaux mobiles... Une dynamique dans laquelle cette caisse spécifique du système de sécurité sociale s'est déjà engagée, à titre «pionnier», à travers le portail (Tasrihatoukoum) mis en place depuis l'année dernière. Ainsi, les déclarations des salaires des travailleurs versés durant l'année de référence (du premier juillet de l'année précédente au 30 juin de l'année en cours) sont transmises à travers ce portail.

Ces déclarations nominatives sont généralement transmises dans les 30 jours qui suivent la fin de l'année de référence (donc au 30 juillet au plus tard) et servent de base de calcul notamment des indemnités de

congé des travailleurs déclarés. Précisant que la rémunération est égale au 1/12 du salaire versé durant l'exercice en question, le DG de la CACOBATPH a indiqué que la campagne des congés payés 2014-2015 débutera de manière «anticipée» cette année. Ainsi, les employeurs pourront transmettre les déclarations des salaires de leurs travailleurs à compter du samedi 20 juin 2015.

Ce qui permettra, relèvera Abdelmadjid Chekakri, d'assurer le versement de l'indemnité du congé payé dans les meilleurs délais, soit de l'accélérer dans la mesure où cette campagne des congés payés coïncidera avec le mois de Ramadhan et Aïd El Fitr. Organisme «unique» dans le monde arabe et africain, considèrerait auparavant l'hôte d'El Moudjahid, la CACOBATPH qui a été «recrée» en 1998 est un établissement public de gestion spécifique de sécurité sociale. Elle assure principalement deux missions, la consécration des droits aux congés et l'indemnisation en cas de chômage et intempéries (grands froids, vents, verglas, neige...) des travailleurs du secteur (1 010 829 salariés déclarés) exerçant dans des conditions de mobilité et climatiques

parfois éprouvantes. Ainsi, les employeurs paient les salaires des travailleurs lors des intempéries notamment et sont remboursés à hauteur de 75% par la CACOBATPH. Notons toutefois que le travailleur a droit à cette indemnité chômage-intempéries à raison de 200 heures de travail exercées (soit plus de 2 mois). A ce propos, Abdelmadjid Chekakri indiquera qu'à fin avril 2015, 110 961 salariés ont bénéficié de cette indemnité chômage-intempéries tandis que 960 927 salariés ont bénéficié des indemnités de congés payés. A fin 2014, ils étaient 984 083 employés à bénéficier de cette indemnité de congés payés et plus de 117 000 pour l'autre indemnité. Précisons dans ce cadre que 64 362 employeurs actifs, en progression de 2%, sont affiliés à la CACOBATPH.

En outre, 55 564 déclarations de salaires (soit 92,6%) et 2427 déclarations de chômage-intempéries (soit 39,44%) ont été transmises par le portail Tasrihatoukoum. Evoquant une situation financière «équilibrée» et arguant du fait que les employeurs payent leurs cotisations (12,2% pour les congés et 0,21% pour les intempéries) de manière «régulière», le

DG de la caisse fera état d'un résultat financier de 33 milliards de dinars en flux de trésorerie en 2014, avec des recettes de 24 milliards de dinars en 2014 et une prévision de 25,6 milliards de dinars en 2015.

Notons ainsi qu'un montant de 21 milliards de dinars a été consenti au titre des congés payés en 2014 et 300 millions de dinars au titre de l'indemnité chômage-intempéries. Relevons également que la CACOBATPH qui dispose d'un fonds de réserve «assez conséquent» recourt également au placement de produits.

Par ailleurs, Abdelmadjid Chekakri a indiqué que 4773 chantiers (plus de 10300 en 2014), 8672 entreprises (20 102 en 2014) et un effectif de 139 584 travailleurs (plus de 272 000) ont fait l'objet de contrôle à la fin avril 2015. Un contrôle qui a permis, selon le DG de la caisse, de pouvoir «récupérer», soit faire affilier 130 entreprises à la fin avril 2015 contre 490 sociétés en 2014.

En termes de sous-déclaration des salaires (rémunérations inférieures au SNMG), la CACOBATPH a enregistré 2956 entreprises, le règlement des contentieux à «l'amiable» étant privilégié.

C. B.

ORAN

Un nouveau plan national de santé mentale à la fin de l'année

La question de la santé mentale et de la prise en charge des malades souffrant de troubles mentaux a été au centre d'une rencontre qui s'est tenue hier au CHU d'Oran, avec la participation de psychiatres et de chefs de service venus de plusieurs établissements hospitaliers d'Algérie.

Placée sous le thème «les enjeux de la psychiatrie à l'hôpital général», cette journée d'étude a été marquée par la présence du sous-directeur de la santé mentale au sein du ministère et qui a évoqué le projet du nouveau plan national de santé mentale qui devrait être ficelé à la fin 2015. Son élaboration qui a été entamé en octobre 2014 sera le fruit d'un travail sectoriel et permettra peut-être de réhabiliter la santé mentale, la psychiatrie en Algérie.

D'ores et déjà, l'intervenant dira que ce projet de plan se doit de prendre en considération les recommandations de l'OMS qui, dans son plan d'action global prévoit que d'ici 2030, les troubles mentaux vont augmenter de 20% dans le monde et que la dépression sera la première cause d'incapacité et d'invalidité dans le monde». Chez nous, la situation, selon les données médicales est tout

aussi inquiétante puisqu'il a été dit lors de cette journée d'étude, que «la prévalence des troubles mentaux est très élevée dans la population générale puisqu'elle atteindrait les 60% en Algérie, 48% dans le Maghreb».

Le représentant du ministère dira encore à ce sujet certes «la guerre de Libération nationale et la décennie noire ont eu un impact certain, mais les mutations de la société, la mondialisation, tout un processus de transformation de la société qui n'est plus la même, provoquent des tiraillements, des tensions, de la violence ».

Aujourd'hui ce projet de plan national de santé mentale va entériner l'abandon de la logique des grands hôpitaux de psychiatrie et orienter les soins et la prise en charge vers des soins ambulatoires, les soins de proximité, les séjours courts au lieu des séjours longs

et l'enfermement «alors que de nombreux progrès ont été fait dans les médicaments» nous a-t-on dit. Mais avec seulement 200 lits à l'échelle nationale réservés à la santé mentale dans les hôpitaux généraux, le challenge sera difficile. Le représentant du ministère ajoutera «le plan national de santé mentale va suivre les recommandations de l'OMS, on va s'inspirer du plan et des doléances de l'OMS. Nous avons tout intérêt à revoir la santé mentale et suivre les recommandations de l'OMS pour répondre aux exigences de l'heure».

Par ailleurs, une autre communication présentera le projet de «l'organisation de la psychiatrie de liaison» au CHUO, et qui s'appuie sur plus de coordination et de liaison entre les psychiatres et leurs collègues des autres services «aller vers les malades des autres services pour dépister les troubles mentaux alors que la prévalence des troubles mentaux dans la population des malades chroniques est très importante», dira le Dr Dahdouh-Guermouche, initiatrice de la rencontre.

Fayçal M.

RÉHABILITATION DU VIEUX BÂTI

Diagnostic de plus de 300 000 logements

Plus de 300 000 logements font l'objet d'une opération de diagnostic du vieux bâti à travers le territoire national pour l'évaluation des risques qui les menacent, a indiqué à l'APS un responsable auprès du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

Menées par l'organisme national de contrôle technique de la construction (CTC), ces études de diagnostic visent l'évaluation des risques qui menacent 304 113 logements sur 12 sites de vieux bâti à travers 11 wilayas.

Il s'agit d'Alger, Blida, Oran, Annaba, Béjaïa, Souk Ahras, Mascara, Sidi-Bel-Abbès, Constantine, Relizane et Mostaganem,

sachant que pour les quatre dernières wilayas, les travaux d'expertise sont sur le point d'être achevés.

Pour la wilaya d'Alger, l'opération de diagnostic concerne plus de 120 000 logements dont des bâtisses datant des 18^e, 19^e et 20^e siècles, selon le même responsable qui précise que le choix des sites concernés relève des walis. Au cours de cette opération, le CTC, qui est actuellement doté de 4 directions de diagnostic et d'expertise à Alger, Annaba, Constantine et Oran, recourt aux technologies les plus récentes pour l'évaluation et le diagnostic afin de produire une «carte d'identité»

pour chaque bâtiment. «Désormais, nous ne nous contentons plus des techniques visuelles, mais nous utilisons des équipements électroniques de dernière génération qui peuvent même nous donner les résultats préliminaires sur place», souligne-t-il.

Suite à ces opérations de diagnostic, des études seront entreprises en vue de proposer des solutions de confortement, de transformation ou de réhabilitation, voire de démolition, et ce, en fonction de l'état de l'immeuble.

Il est ainsi prévu des opérations pilotes de réhabilitation qui seront lancées avant la fin de l'année 2015 à travers un montage financier

incluant une aide de l'Etat. Ces opérations prendront en charge non seulement la bâtisse et ses composantes, mais aussi le ravalement des façades, les terrasses et la restauration des parties communes.

Toutefois, la prise en charge du vieux bâti nécessite un encadrement juridique qui fixe les conditions et les modalités d'intervention sur ce type particulier de constructions.

C'est dans ce sens qu'un projet de décret a été élaboré et soumis au secrétariat général du gouvernement pour concertation et enrichissement, selon le même responsable.

APS

LOGEMENT SOCIAL

PARTICIPATIF À ALGER

Attribution de la totalité du programme avant fin 2016, selon le wali

Deux mille trente et un (2 031) souscripteurs au programme LSP (Logement social participatif) dans la capitale ont, enfin, récupéré les clés de leurs logements. Nombre d'entre eux attendaient ce fameux sésame depuis plus d'une décennie.

Un énorme retard que le wali d'Alger reconnaît d'ailleurs. «Nous avons beaucoup tardé dans la réalisation du programme LSP et nous nous excusons auprès des souscripteurs», a-t-il dit lors de la cérémonie d'attribution de 2 031 logements LSP, tenue hier, à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf, à Alger. Abdelkader Zoukh rappelle ainsi que le programme de 42 000 logements de type LSP lancé à Alger a été confié à 56 promoteurs immobiliers.

Un projet qui n'a, selon lui, que «trop duré». La preuve : «Seules 12 000 unités ont été réceptionnées», a-t-il encore souligné. Qualifiant le long retard de ce programme d'«inadmissible», le wali d'Alger a assuré qu'outre ces 2031 logements, 9 000 logements du projet seront attribués avant la fin de l'année 2015.

Quant aux 19 000 unités restantes, il affirme qu'elles seront fin prêtes et attribuées aux souscripteurs durant l'année 2016.

Réaffirmant l'engagement de la wilaya à suivre de près ce programme, Zoukh précise que le taux d'avancement des travaux de réalisation dépasse les 50%.

Rym Nasri